

# Le pouvoir exorbitant de redéfinir le monde

**Dominique Forget**  
Collaboration spéciale

Depuis vingt ans, on dispose au Québec de mécanismes d'évaluation scientifique et sociale qui permettent d'analyser le bien-fondé, les enjeux et les impacts de certaines innovations dans les domaines de la santé et de l'environnement, explique Louise Vandelac. C'est le cas en environnement (audiences publiques du BAPE) comme on l'a vu pour l'eau ou actuellement pour les porcheres.

«Ces dispositifs permettent aux citoyens, à la lumière d'un examen rigoureux des enjeux et impacts d'un dossier, de remettre le projet en question ou du moins d'en réduire les effets négatifs, poursuit-elle. Or, dans le domaine des technosciences du vivant, dont les enjeux et les conséquences sont pourtant fondamentaux pour l'avenir des espèces et de la biosphère, nous sommes constamment placés devant le fait accompli.»

Mme Louise Vandelac, professeure au Département de sociologie de l'UQAM et chercheuse au Centre d'études des interactions biologiques entre la santé et l'environnement (CINBIOSE), rattaché à l'Institut des sciences de l'environnement, poursuit ses recherches critiques dans le domaine des sciences de la vie.

## Des OGM à la transgénèse

En 1999, le documentaire *Main basse sur les gènes*, qu'elle a coréalisé avec Karl Parent pour l'ONF, avait contribué à alerter la population sur les enjeux socio-économiques et sur les risques pour la sécurité alimentaire, la santé et l'environnement des aliments transgénétiques (OGM).

«Notre film a été un élément dé-



Photo : Andrew Dobrowolskyj

**Louise Vandelac, professeure au Département de sociologie.**

clencheur de ce vaste mouvement vers une agriculture et une alimentation plus écologiques, se rappelle la chercheuse. Concernant les OGM, il est éloquent de constater, que tous les rapports indépendants (Comité d'expert de la Société royale, Associations de santé publique de l'Ontario et du Québec, Conseil de la Science et de la Technologie du Québec), publiés depuis la diffusion du film, sont encore plus critiques que nous ne l'avons été à l'égard des pouvoirs publics. Tous réclament une évaluation beaucoup plus rigoureuse, transparente et démocratique.»

En collaboration avec une chercheuse spécialisée en biologie moléculaire, professeure à l'Université York, Mme Élisabeth Abergel, et une chercheuse postdoctorale de l'UQAM, Mme Céline Lafontaine, Mme

Vandelac a obtenu récemment, pour le Groupe de recherche en technosciences du vivant et sociétés qu'elle dirige, une subvention du Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH) de 145 000 \$ pour documenter l'état de la transgénèse au Québec.

«Les technosciences du vivant englobent, outre les différentes techniques du génie bio-moléculaire, dont la transgénèse et le clonage, l'ensemble des technologies relatives à la conception biotechnique des humains et des animaux», précise-t-elle. «Quant à la transgénèse, qui consiste à traverser les barrières établies depuis des millions d'années entre les espèces et les règnes pour forcer la modification génétique d'un organisme en y ajoutant une nouvelle construction génétique ou en enlevant un ou des gènes, ajoute Mme

Vandelac, elle a surtout des applications agroalimentaires mais également écologiques, bio-pharmaceutiques et industrielles.»

Création de bactéries nourries d'hydrocarbures pour traiter des sols contaminés, production d'insuline humaine dans le lait des brebis, production d'interleukine-10 dans des feuilles de tabac... la liste ne cesse de s'allonger, au risque de changer le cours de l'évolution des espèces.

## Controverses à l'horizon

«Grâce à la subvention reçue, nous allons recenser les principaux domaines d'application de la transgénèse, examiner les politiques d'innovation et de soutien public, identifier les politiques qui régissent, ne régissent pas, ou qui devront gérer les impacts de la transgénèse. À l'heure actuelle, l'in-

suffisance de l'encadrement légal et réglementaire et l'absence de dispositifs d'évaluation scientifique et sociale font l'objet de vives controverses.»

En effet, selon la chercheuse, les gouvernements ont de plus en plus tendance à faire les choses en fonction d'un horizon de création d'emplois. «On se base sur des critères économiques, très volatiles, pour prendre des décisions qui auront des impacts majeurs sur les générations futures. Tous cela, sans consulter la population. C'est quand même incroyable, dans une société démocratique. À mon avis, il presse de mettre sur pied des mécanismes de consultation, de débat et de démocratisation.»

C'est d'ailleurs pourquoi, dans un projet parallèle, avec des collaborateurs européens, qu'elle vient de proposer pour subvention, Mme Vandelac et son équipe souhaitent analyser plusieurs dispositifs d'évaluation reconnus, de façon à concevoir un mécanisme de consultation publique propre aux développements de la transgénèse.

«Dans le domaine des technosciences du vivant, ajoute-t-elle, mais aussi de l'eau, de l'agriculture et des accords commerciaux internationaux qui touchent tous l'avenir du vivant ainsi que des questions socio-économiques et environnementales, il importe de combler le déficit démocratique laissant à certains le pouvoir exorbitant de redéfinir le monde. Fort heureusement, les citoyens et notamment les étudiants sont de plus en plus conscients de la complexité, de la gravité et de l'urgence de la situation.» ●